



Journal des anthropologues
Association française des anthropologues

150-151 | 2017
Racisme et sexe

**Journées « Paroles non blanches », 11-15 avril 2017
– « Parle à mon genre ! », 2-6 mai 2016**
Université Paris 8

Yasmine Butin et Anna Louis



Édition électronique
URL : <http://journals.openedition.org/jda/6843>
ISSN : 2114-2203

Éditeur
Association française des anthropologues

Édition imprimée
Date de publication : 15 novembre 2017
Pagination : 277-282
ISSN : 1156-0428

Référence électronique
Yasmine Butin et Anna Louis, « Journées « Paroles non blanches », 11-15 avril 2017 – « Parle à mon genre ! », 2-6 mai 2016 », *Journal des anthropologues* [En ligne], 150-151 | 2017, mis en ligne le 15 décembre 2017, consulté le 30 janvier 2018. URL : <http://journals.openedition.org/jda/6843>

Journal des anthropologues

JOURNÉES
« PAROLES NON BLANCHES »
11-15 AVRIL 2017
« PARLE À MON GENRE ! »
2-6 MAI 2016
Université Paris 8

Yasmine BUTIN – Anna LOUIS*

Le 9 mars 2016 la première AG de Paris 8 contre la loi Travail en rassemblant 600 étudiant-e-s et personnels annonçait un grand mouvement social à l'échelle de l'université. De fait, au fil des semaines, des départements se déclarent en grève, des cours alternatifs sont proposés, des salles sont « libérées » et occupées, des commissions se forment afin d'essayer de maintenir et d'amplifier le mouvement. Dès les premiers jours de cette effervescence un mail est envoyé sur la liste de mobilisation appelant à une réunion en « non-mixité » (femmes et minorités de genre). Quelques jours plus tard, des étudiant.e.s s'organisent en non-mixité racisée et dénoncent l'exceptionnelle blancheur d'une mobilisation peu représentative de la population étudiante de Paris 8 et la permanence de logiques racistes et sexistes en son sein. Cela est d'autant plus flagrant que dès les premières AG les chiffres recueillis à l'initiative du Groupe non-mixte genre ont montré la faible participation des personnes

* Étudiantes à l'université Paris 8 – 2 rue de la Liberté – 93526 Saint-Denis
Courriel : butin.y.louis.a@gmail.com

minorisées en termes de genre et/ou de race alors même que ce sont certainement les plus massivement touché-e-s par les régressions de la loi Travail. De ces deux initiatives naissent deux groupes distincts qui seront actifs pendant plusieurs mois au sein et à côté du mouvement. En avril le Groupe de réflexion en non-mixité racisé-e-s organise la première édition de « Paroles non blanches », inspiré-e-s par cette semaine, le Groupe en non-mixité de genre met en place début mai sur le même modèle une semaine appelée « Parle à mon genre ! ». Ce compte-rendu est écrit à quatre mains par deux étudiantes, en master et en doctorat ayant participé à ces groupes. En effet, alors que la non-mixité est un mode d'action politique encore régulièrement attaqué, il nous a semblé important d'interpeler les universitaires et de laisser des traces de ces mouvements dans l'histoire officielle.

En ce qui concerne « Paroles non Blanches » (PNB), le titre même des événements en pose l'originalité : si les ateliers sont ouverts à tou-te-s, le groupe à son initiative ainsi que les intervenant-e-s invité-e-s pour l'occasion sont tout-e-s non blanc-he-s. L'initiative défend le principe de non-mixité à la fois comme modalité d'action et outil de lutte.

Les premières PNB¹, « Rencontre autour des questions de race-travail & mobilisation » donnent lieu à près d'une dizaine d'ateliers traitant de diverses problématiques : islamophobie au travail, négrophobie d'État, École coloniale, etc. La semaine s'ouvre par un premier atelier sur l'« Islamophobie au travail » dont les discussions permettent des partages d'expériences sur la question du voile dans le milieu du travail : avec le Collectif *Ferguson in Paris*, dont le travail est principalement d'informer sur et de lutter contre les violences policières, Sihame Assbague, militante antiraciste et ancienne porte-parole de « Stop le contrôle au faciès », le collectif afro-féministe MWASI, etc. Alors que la semaine est très

¹ Cette semaine est la première PNB d'une série de quatre. Voir le programme suivant : <https://paris-luttes.info/paroles-non-blanches-rencontres-5334?lang=fr>

favorablement accueillie dans les milieux de l'antiracisme politique francilien, elle suscite une vague de réactions hostiles dans les milieux blancs et ce à toutes les échelles. Au sein de la mobilisation, les tags « Nique la race, Vive la lutte des classes » retrouvés à l'entrée de l'université Paris 8 l'attestent, et jusqu'à l'Assemblée nationale la ministre de l'Éducation nationale et de l'ESR² condamne l'initiative au nom de l'« universalisme républicain ». Ces attaques formulées alors même que les premières PNB sont toujours en cours, les organisatrices font le constat que, plus que le contenu même des initiatives, c'est leur principe revendiquant la non-mixité qui cristallise l'hostilité de leur réception.

Lors de la deuxième journée, une des organisatrices conclut d'ailleurs un atelier ainsi : « Lutter en non-mixité, c'est visibiliser une autre non-mixité, celle que les populations minorisées et précarisées subissent de fait : celle du communautarisme blanc des corps professoraux, de ses anthropologues, de ses sociologues, de ses politologues. »

Quelques jours plus tard, la semaine « Parle à mon genre ! » est elle aussi représentative du travail mené par le Groupe non-mixte genre au sein de la mobilisation. La semaine compte 13 ateliers de formes variées : assez classiquement sont accueillis des exposés d'universitaires et/ou de militant-e-s mais ont également lieu une projection du documentaire *Remue-ménage dans la sous-traitance*³, des ateliers pour analyser la mobilisation en cours, du théâtre de l'opprimé-e, etc. Les contenus sont tout aussi variés que les formes, ils sortent du binôme classique « femmes et travail ».

L'intervention de Circé Delisle sur les émeutes de Stonewall en 1969, menées par des femmes trans-racisées, et dont le rôle a par la suite été effacé de l'histoire officielle ouvre des discussions sur les mécanismes qui mènent aux réécritures de l'histoire des luttes par les groupes ayant le plus de ressources. Dans l'atelier suivant des membres de l'association OUTrans montrent comment l'État français

² Enseignement supérieur et de la recherche.

³ Cusack Ivora, 2008. *Remue-ménage dans la sous-traitance*.

par ses lois transphobes contribue à maintenir les personnes trans et/ou non-binaires dans une forte précarité matérielle.

La deuxième journée est l'occasion d'une réflexivité sur les tentatives d'objectivation « en direct » des rapports sociaux façonnant le mouvement à Paris 8 : travail sur les chiffres issus des comptages des prises de paroles lors des AG et analyse de la représentation médiatique de la mobilisation.

Durant la troisième journée l'antispécisme⁴, la culture du viol et la question du consentement sont abordés.

La dernière journée est consacrée au langage *queer* et féministe ainsi qu'au validisme avec une intervention du collectif CLHEE⁵.

Enfin chaque journée se termine sur des ateliers de partage autour de l'expérience du travail au sens large des personnes dont la sexualité et/ou le genre sont marginalisés dans la société actuelle. Il s'agit ici d'une tentative de poser les premières pierres d'une réflexion mettant en lien les sexualités et le travail, deux objets qui se sont construits en quasi opposition dans le champ universitaire français laissant de côté tout un pan des expériences des personnes *queer* mais également des politiques libérales. Par ailleurs, ces ateliers qui sont davantage des groupes de paroles sont chacun dans une non-mixité choisie différente afin de casser l'uniformisation des expériences sous le terme « LGBT⁶ » qui induit trop souvent l'invisibilisation des personnes *queer* les plus précaires.

⁴ Le terme « antispécisme » regroupe des mouvements variés luttant contre le système spéciiste « caractérisé par des processus de différenciation et de hiérarchisation des espèces, justifiant la domination humaine et l'exploitation animale. » Les non-mixeuses, « Les hystériques parlent ! Notre défense de la non-mixité à Paris 8 », *Mouvements*, 87, 2016.

⁵ Le collectif CLHEE (Collectif lutte et handicaps pour l'égalité et l'émancipation) définit le validisme comme « une construction issue de processus sociaux et historiques qui ont conduit à disqualifier, stigmatiser et marginaliser les personnes handicapées ».

⁶ Lesbien·nes, gay·s, bis, trans.

Alors que la question féministe est globalement, en façade au moins, admise dans les milieux militants de la gauche radicale, en mettant en avant la façon dont les questions trans recomposent la manière de penser les rapports hommes/femmes dans le travail, et en ouvrant des espaces d'expression pour d'autres luttes, ces journées ont permis de créer des alliances avec des luttes encore trop souvent considérées comme étant de second ordre. Et ce n'est sûrement pas un hasard que, l'année suivante, se soit monté à Paris 8 un groupe en non-mixité *queer*.

De son côté, le Groupe en non-mixité racisée ne s'est pas arrêté aux tentatives d'intimidation qui ont suivi les premières PNB et, après une seconde session « Esclavage, colonialiste et résistances », une troisième se tient en décembre 2016 et « propose cette fois de mettre un point d'orgue sur les résistances des femmes, des personnes non-binaires, non-hétérosexuel-le-s et racisé-e-s face aux oppressions croisées de classe, de genre, de sexualité et de race au sein de nos sociétés⁷ ». Le format des premières PNB est maintenu et le groupe propose autant des ateliers sur l'appropriation de l'écriture par les dominé-e-s pour les dominé-e-s par l'écrivaine et militante Nargesse Bibimoune qu'une conférence débat avec le militant blogueur⁸ Joao Gabriell sur « La perspective *queer* non blanche comme point de vue critique pour penser l'anéantissement du système ». L'objectif reste inchangé, cependant, à la différence des deux premières sessions, cette série est la première tenue en dehors du cadre particulier de la mobilisation contre la loi Travail. Si celle-ci a permis de dégager temps et espace universitaires, la rentrée universitaire s'accompagne à Paris 8 d'un strict retour à la norme ainsi que d'un renforcement du contrôle administratif des initiatives étudiantes. Jusqu'à aujourd'hui, les initiatives se maintiennent. Aussi, tandis que la troisième session de PNB a été relativement moins attaquée par l'administration de l'université que

⁷ Voir l'affiche de présentation de l'événement : « Femmes, *queer*, non-binaires racisé.e.s, leurs résistances ».

⁸ Voir son blog <https://joaogabriell.com>

ne le furent les premières, l'événement de mars 2017, un « Festival anti-colonial féministe » est durement réprimé par l'administration de Paris 8 : convocation et intimidation individuelles, menace d'annulation, refus d'aide financière et de mise à disposition de salle, etc. Les ateliers proposés sont pourtant dans la continuité politique des premières PNB : Sandra Saint-Rose, chorégraphe, partage son expérience en tant qu'artiste femme et noire dans des domaines profondément blancs et masculins, l'association Lallab projette le film *Women's Sens Tour* coréalisé par Sarah Zaouak. À la différence des troisièmes PNB cependant, ce festival mentionne clairement le Groupe non-mixte à son initiative. Aussi, c'est de nouveau au nom des « valeurs républicaines » et contre « une manifestation qui appelle à la discrimination dans le climat social actuel » que ce festival est officiellement condamné par le conseil d'administration de Paris 8 de mars 2017. Un an après les premières PNB, les organisateur.rice.s font le constat d'une situation inchangée : c'est le terme de « race » qui est difficilement digéré par ceux qui détiennent le privilège ne pas voir sa réalité sociale. Le groupe défend à nouveau son usage du terme : « Refuser de voir ce que la racialisation a de structurel dans nos sociétés postcoloniales, c'est refuser de considérer un élément constitutif des logiques de répressions policières, de discrimination à l'embauche, d'agressions islamophobes...⁹ ». Et si le mot « race » gêne tant depuis la tenue des premières PNB, c'est peut-être parce que la France blanche et postcoloniale, la France de Charlie, de Nuit debout et de l'état d'urgence, est peu encline à assumer son histoire impérialiste et ses *continuum contemporains*.

* * *

⁹ « Répression policière et violence d'État : quelle réponse du mouvement social et des quartiers populaires ? », le 4 mai 2016 à Paris 8.